



CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'APPUI DE LA PAIX ISRAËLO-PALESTINIENNE

Parlement européen, Bruxelles
30 et 31 août 2007

PAL/2F
31 août 2007

Les participants à la conférence des Nations Unies sur la société civile demande la fin des opérations militaires israéliennes.

BRUXELLES, le 31 août – Par la voix de son Président M. Paul BADJI (Sénégal), le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a demandé au Gouvernement israélien de cesser immédiatement toutes opérations militaires contre les Palestiniens.

Dans son discours de clôture à l'occasion de la Conférence internationale des Nations unies pour un soutien actif de la société civile et des parlementaires aux efforts de paix israélo-palestinien, il a aussi demandé la suppression des checkpoints installés depuis Septembre 2000, la fin de l'extension des colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et de la construction du Mur, la libération de tous les Ministres, Parlementaires, Maires et autres Palestiniens emprisonnés, y compris les enfants, et enfin le paiement des taxes et recettes destinées aux Palestiniens.

La Conférence a souligné le non-respect par la force occupante de ses obligations liées à la Quatrième Convention de Genève. Ceci a un impact sur toute la communauté internationale, au-delà du contexte qui nous occupe aujourd'hui, car il entache la crédibilité du système légal international. L'Europe, en tant que principal artisan de la Convention de Genève, doit montrer l'exemple en la faisant respecter.

Le Comité a accordé une grande importance aux demandes formulées par les organisations de la société civile pour que les parties signataires de la Quatrième Convention de Genève agissent contre toutes formes de violations de celle-ci. Le Comité a demandé aux organisations d'accroître leurs efforts afin de susciter constamment l'attention du public sur la réalité de l'occupation des territoires palestiniens. Il a aussi demandé aux parlementaires de mobiliser leurs collègues afin de mieux relayer dans leurs instances l'importance du respect du droit international.

Riyad Mansour, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, c'est également adressé à l'assemblée en saluant le courage des Palestiniens qui survivent à près de 60 ans de *Nakba* et 40 ans d'occupation en poursuivant leur résistance à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

M. Mansour a également rappelé les deux objectifs poursuivis par cette Conférence: souligner l'importance de l'Europe dans le soutien au peuple palestinien et répondre au souhait des Palestiniens qui demande plus d'engagement des Parlementaires en faveur de leur cause.

Les acteurs internationaux n'ont pas échoué, a-t-il dit. Le combat était un processus permanent dans lequel chacun avait son rôle à jouer, et plus particulièrement les

gouvernements membres des Nations unies. Chaque défaite sera vécue comme une souffrance collective et chaque succès célébré ensemble. Les Palestiniens sont matures, ils ont décidé de résister à l'occupation et leur choix doit être respecté.

La Conférence a également entendu les remarques de Luisa Morgantini, Vice-présidente du Parlement européen, c'est un signe de faiblesse, selon elle, qu'une conférence sur l'application du droit international ait dû subir tant de pression pour avoir lieu. Cela veut dire que la communauté internationale et l'Union européenne a encore du travail pour faire respecter la loi internationale. Il ne faut pas seulement parler de droits humains, mais aussi les appliquer. Il y a une réelle demande de travailler main dans la main pour trouver une solution pour Gaza où la politique israélienne d'enfermement a rendu la situation totalement invivable.

Début d'après-midi, la Conférence a tenu une deuxième session plénière. Plusieurs activistes de la société civile et des professeurs y ont délivrés leurs messages. Les rapports des cinq ateliers qui se sont tenus pendant les deux jours ont également été exposés.

PLENIERE II :

La seconde plénière intitulée « Appui de la société civile à un règlement juste et pacifique du conflit israélo-palestinien » était ouvert avec un message adressé aux participants par

M. Raji SOURANI, Directeur du Centre palestinien pour les Droits de l'Homme, empêché de quitter la Bande de Gaza. "Je fais partie des 1,6 millions d'êtres humains vivant dans le Bande de Gaza et enfermés dans une large prison à ciel ouvert. Nos frontières sont à la merci de la puissance occupante, et ces points de passages, véritables artères de vie pour la Bande de Gaza, sont fermées hermétiquement", a-t-il expliqué.

Dans son message, M. Sourani a tenu à insister sur la crise actuelle qui, selon lui, va perdurer ces prochaines années. "Une décision politique internationale a transformé Gaza en une *ferme d'animaux*. Aujourd'hui nous commémorons 40 ans d'occupation israélienne, mais faire cesser cette occupation et les crimes qui l'accompagne sont la dernière chose dont nous parlons. Nous abordons plutôt les thèmes de la nourriture ou de la circulation".

M. Mustafa BARGHOUTI, Président de l'"Initiative nationale palestinienne" et membre du Conseil législatif palestinien, a rappelé qu'au regard des faits existants sur le terrain, l'occupation israélienne s'est transformée en un système complet d'apartheid, réalité constatée par Jimmy Carter et relatée dans son livre *La Palestine la paix, et non pas l'Apartheid*.

Aujourd'hui, il n'y a plus de processus politique ou de paix, les Israéliens essayent de gagner du temps pour continuer de construire le mur et annexer plus de terres. Ehud Barak, le

nouveau Ministre de la Défense, est de son côté en train de mener une campagne qui cherche à donner un statut légal aux colonies israéliennes illégales.

M. Barghouti a également attiré l'attention des participants sur deux idées en particulier. L'une vise à réduire le conflit actuel entre Palestiniens et Israéliens en un conflit entre Palestiniens modérés et Palestiniens extrémistes, point de vue particulièrement répandu dans la politique américaine mais aussi au sein de la communauté internationale. L'autre tente d'inclure la création d'un Etat palestinien dans les négociations sur le statut final, l'objectif principal étant de gagner du temps pour créer plus de faits irréversibles sur le terrain. M. Barghouti averti qu'aucun leader palestinien n'acceptera de négocier sur l'idée d'un Etat avec des frontières intérimaires.

Il a enfin proposé une stratégie basée sur 5 piliers : un combat pacifique de la population contre le mur et l'occupation, une aide humanitaire sérieuse pour la population palestinienne, le retour à une unité palestinienne basée sur la légitimité, un système démocratique palestinien renforcé, et enfin une solidarité internationale forte avec la population palestinienne.

M. Michel WARSCHAWSKI, Fondateur et Directeur du Centre d'Information Alternative a débuté son exposé en décortiquant le nom du Comité en deux couples de concepts: "Droits Inaliénables" et "Peuple Palestinien". "Il y a encore dix ans cette définition ne posait pas problème. Aujourd'hui, en cette année 2007, nous avons à nous battre pour défendre la pertinence et la légitimité de ces concepts".

M. Warschawski a rappelé que c'est l'horreur nazie qui a forcé notre Humanité à valoriser et à codifier les concepts du Droit et des Droits. "De son côté, le peuple palestinien a dû se battre pour réaffirmer son existence comme peuple et sa reconnaissance par la communauté israélienne.", a-t-il dit.

Il a précisé son propos en insistant sur la perversion du langage politique. Afin de combattre l'atomisation des Palestiniens que le langage disperse entre réfugiés, habitants de Gaza, de Cisjordanie ou d'Israël, M. Warschawski pense qu'il est urgent de redonner corps et autorité à l'OLP et de réunifier, conceptuellement et politiquement le peuple palestinien.

Dans le cadre du mouvement de solidarité israélien qu'il anime, M. Warschawski a fait la proposition d'organiser cette année la manifestation du 29 novembre prochain, journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, non pas à Qalandia, mais aux portes

de Gaza. "Afin de dire haut et fort avec l'ensemble des Palestiniens: Gaza et Ramallah, une seule occupation, une seule solution, un seul Etat palestinien, libre et souverain", a-t-il conclu.

Mme Jennifer LOEWENSTEIN du Comité israélien contre les démolitions de maisons et Directrice adjointe du Programme d'études sur le Moyen-Orient à l'Université du Wisconsin a poursuivi la séance en insistant sur le fait que nous sommes les témoins d'un événement sans précédent dans l'ère moderne, celui de la destruction de tout un peuple. Les Palestiniens voient chaque jour diminuer ses chances d'avoir un Etat.

Pour Mme Loewenstein, les premières conditions nécessaires à la réalisation d'accord sont la fin des crimes israéliens y compris les atrocités commises à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est ; la reconnaissance du Hamas, qu'on l'apprécie ou pas ; et enfin la remise en liberté des parlementaires dont le seul crime a été de résister à l'occupation.

M. Loewenstein a enfin insisté pour que les organisations internationales concernées par le droit international le fasse respecter, sinon il n'y aura plus rien à discuter. Elle a enfin plaidé pour que l'Union européenne agisse indépendamment des Etats-Unis au lieu d'agir conformément au souhait de la seule puissance mondiale et de ses clients.

Les participants ont ensuite pu entendre les rapports des ateliers qui se sont déroulés hier après-midi et ce matin.

Le premier atelier s'est penché sur l'action de la société civile pour aller de l'avant. Les travaux ont conclu à la nécessité d'étendre la coordination de toutes les associations de la société civile pour que la pression sur les gouvernements et les Nations Unies se renforce afin de rendre aux Palestiniens leurs droits.

Le deuxième atelier a focalisé ses discussions sur le travail avec les parlementaires. Dans leur compte-rendu, les participants ont proposé d'essayer de mieux coordonner les parlementaires dans le monde et d'en emmener plus sur le terrain car leurs différents rapports sur le conflit participent à changer les mentalités. Il serait également souhaitable d'offrir des moyens supplémentaires pour la société civile afin que la pression sur les parlementaires soit de plus en plus forte.

Le troisième atelier a évoqué le renforcement de la contribution européenne à l'action internationale en faveur de la paix. Les participants ont tristement constatés que les demandes de sanction envers Israël sont toujours jugées comme des actes anti-israéliens et/ou anti-

sémites. L'Union européenne doit développer une stratégie plus cohérente envers la société palestinienne et demander à Israël de payer le prix de ses destructions. Enfin, l'UE devrait d'abord se concentrer sur comment mettre fin à l'occupation avant d'organiser des échanges interculturels.

Le quatrième atelier a débattu sur le renforcement des campagnes visant à mettre fin à l'occupation et à réaliser les droits inaliénables du peuple palestinien. Le rapporteur a fait tout d'abord remarquer que certaines campagnes, comme celle contre le mur, alors non acceptées dans ce genre de Conférence deviennent de plus en plus communes.

Il est important de multiplier les initiatives mais aussi de choisir des priorités et de centraliser les résultats pour donner de la force aux campagnes. Par exemple, il faut essayer de donner un sens de plus en plus concret à la campagne sur le boycott.

Enfin le cinquième et dernier atelier a évoqué la possibilité de donner aux femmes et aux organisations de femmes un rôle décisif dans la promotion de la paix israélo-palestinienne. Parmi les propositions concrètes formulées, il a été question de la tenue d'une conférence sur les femmes palestiniennes ou encore de faire du 8 mars une journée de solidarité avec la population palestinienne.

Clôture des débats

Dans son discours de clôture, **M. Na'eem JEENAH**, Co-Président de la Plate-forme internationale de coordination pour la Palestine, a parcouru l'*Appel à l'action* lancé par la société civile à l'issue de la Conférence.

Cet appel invite tout d'abord à mener une action non violente contre l'occupation et l'oppression israéliennes et préconise l'arrêt du commerce d'armes avec Israël. Il demande ensuite particulièrement aux gouvernements d'honorer les obligations que leur imposent la quatrième Convention de Genève et les autres textes pertinents du droit international.

L'appel insiste également pour que la communauté internationale respecte ce qui a été décidé démocratiquement par les Palestiniens. « Nous n'acceptons pas l'idée qu'alors que ceux-ci sont en pleine crise et en proie à des divisions internes, la communauté internationale et la société civile du monde entier doivent se contenter de rester sur la touche ».

Enfin, M. JEENAH a rappelé qu'une campagne d'information et de mobilisation était en préparation pour faire de 2008 l'année de la commémoration de la déposssession et de l'expulsion des Palestiniens, et aussi une année consacrée au redressement des torts subis il y a 60 ans. Dans ce cadre, il a été demandé à l'ONU, à l'Union européenne et au Mouvement des pays non alignés de désigner le 29 novembre 2007 journée internationale du souvenir du plan de partage de 1947 et de ses conséquences.

Enfin, la société civile du monde entier a été invitée à se joindre à l'action menée en Israël et dans le territoire palestinien occupé pour mobiliser les énergies en vue d'une année d'action éducative qui commencera le 29 novembre 2007 et qui se terminera le 15 mai 2008, jour de mobilisation mondiale en souvenir d'*al-Nakba* et de la poursuite des spoliations et du déni des droits des Palestiniens.

Mme Luisa MORGANTINI, Vice-présidente du Parlement européen, a souligné que l'importance du travail réalisé lors de cette Conférence qui a réuni des gens d'horizons différentes. Elle a demandé que soit créé un vrai réseau de Parlementaires pour construire une véritable unité entre Parlements. Selon elle c'est fondamental pour continuer la campagne pour la libération de la Palestine.

M. Riyad MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a pris la parole au nom des citoyens palestiniens et a salué le combat héroïque des Palestiniens qui a survécu à 60 ans de *nakba* et à 40 d'occupation.

M. Mansour a souhaité remercier M. le Sénateur Pierre Galand et Mme Luisa Morgantini pour avoir travaillé avec le Comité à la réalisation de cette conférence au Parlement européen. Le fait que la conférence se tienne ici a un sens car l'Europe est un ami des Palestiniens du point de vue économique mais aussi politique car beaucoup de parlementaires européens soutiennent la cause palestinienne.

Il a insisté pour que les parlementaires s'engagent de plus en plus afin que l'occupation cesse. « Nous espérons que bientôt des parlementaires participeront à ce genre de conférence non en leur nom propre mais en nom de leur Parlement, ce serait un pas supplémentaire » a-t-il ajouté.

M. Paul BADJI, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a clôturé la Conférence en remerciant les intervenants et tous les participants pour leur contribution à sa réussite. « J'espère vraiment que celle-ci

marquera un nouveau point de départ pour une coopération fructueuse à la réalisation de notre objectif commun, à savoir une paix complète, juste et durable entre les Israéliens et les Palestiniens ».

La Conférence a mis en évidence la façon dont la puissance occupante continue à ignorer ces obligations au titre de la quatrième Convention de Genève, ce qui pour la communauté internationale dans son ensemble a des conséquences graves, a rappelé M. Badji. «Il en va de la crédibilité de l'ordre juridique international. La communauté internationale doit par conséquent engager d'urgence une action résolue ».

Le Président a conclu son discours en martelant une nouvelle fois la grande importance que le Comité accorde au rôle des organisations de la société civile. « Le Comité demande à ces organisations de poursuivre et d'accroître les efforts qu'elles accomplissent pour attirer en priorité l'attention du public sur la réalité de l'occupation prolongée des terres palestiniennes et l'anachronisme du statu quo sur le terrain. » M. Badji a enfin adressé un message aux parlementaires en les invitant à mobiliser leur électorat et leurs pairs en vue de bien faire comprendre la nécessité d'une action concertée de la part de leurs pouvoirs exécutifs respectifs pour faire valoir le droit international.